



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Préfecture
Service de la coordination
des politiques publiques
Bureau des procédures environnementales**

**Arrêté préfectoral d'autorisation environnementale relatif à l'exploitation par la société
LORECO PLAST RECYCLAGE d'une installation de recyclage de déchets plastiques
sur le territoire de la commune de Messein**

N°2022-0133

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la légion d'Honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, notamment son titre VIII du livre Ier ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 02 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets ;

Vu l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 mars 2010 portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère ;

Vu l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 octobre 2011 portant modalités d'agrément des laboratoires effectuant des analyses dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques au titre du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 modifié fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines ;

Vu l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux stockages de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2662 ;

Vu l'arrêté ministériel du 06 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté inter-préfectoral du 24 mai 2017 relatif à la gestion des épisodes de pollution atmosphérique ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2015-dreal-rmn-184 du 12/08/15 portant approbation de la révision du plan de protection de l'atmosphère de l'agglomération de Nancy ;

Vu le dossier de demande d'examen au cas par cas présenté par la société LORECO PLAST RECYCLAGE, reçu le 8 décembre 2021, relatif au projet de recyclage de plastiques sur la commune de Messein ;

Vu la décision de la préfète de la région Grand Est en date du 12 janvier 2022, relatif à la non-soumission à évaluation environnementale du projet porté par la société LORECO PLAST RECYCLAGE sur le territoire de la commune de Messein ;

Vu le dossier de demande déposé le 28 janvier 2022 par la société LORECO PLAST RECYCLAGE, dont le siège social est situé rue du grand canton ancienne brasserie à Vézelize (54 330), à l'effet d'obtenir l'autorisation d'implanter et d'exploiter une installation de recyclage de déchets plastiques sur le territoire de la commune de Messein ;

Vu les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R. 181-18 à R. 181-32 du code de l'environnement ;

Vu les échanges entre le pétitionnaire et le Service départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) de Meurthe-et-Moselle des 3 et 4 mars 2022 sur les moyens de lutte contre l'incendie ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées référencé SC/AM/IP/456_2022 et ses propositions en date du 25 mars 2022 ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 28 mars 2022 ordonnant l'organisation d'une participation du public par voie électronique (PPVE) pour une durée de 30 jours consécutifs, du 8 avril 2022 au 7 mai 2022 ;

Vu les publications de l'avis d'ouverture d'une consultation du public relatif au projet porté par la société LORECO PLAST RECYCLAGE dans deux journaux locaux ;

Vu l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans les communes de Messein, Méréville et Neuves-Maisons ;

Vu l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture ;

Vu les avis émis par les conseils municipaux des communes de Méréville, Messein et Neuves-Maisons, en date respectivement des 23 mai 2022, 17 mai 2022 et 13 mai 2022 ;

Vu le rapport de synthèse préfectoral relatif aux observations du public en date du 13 mai 2022 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées référencé 1296_2022 et ses propositions, en date du 7 septembre 2022 ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral porté le 08 septembre 2022 à la connaissance du demandeur ;

Vu la lettre de la société LORECO PLAST RECYCLING en date du 12 septembre 2022 émettant des observations sur le projet d'arrêté préfectoral ;

Considérant que les installations projetées par la société LORECO PLAST RECYCLAGE sur le territoire de la commune de Messein relèvent du régime de l'autorisation au titre du L. 512-1 du livre V du titre Ier relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Considérant qu'en application des dispositions de l'article L. 181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients des installations projetées peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

Considérant que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application de l'article L. 181-10 du code de l'environnement et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

Considérant que les consultations effectuées n'ont pas mis en évidence la nécessité de faire évoluer le projet initial et que les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

Considérant que les mesures d'évitement, réduction et de compensation des risques d'accident ou de pollution de toute nature édictées par l'arrêté ne sont pas incompatibles avec les prescriptions d'urbanisme ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, les modalités d'implantation, telles que définies par le présent arrêté, permettent de limiter les inconvénients et dangers, et notamment de prévenir les pollutions atmosphériques ;

Considérant que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies,

Le pétitionnaire entendu,

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRÊTE

TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GENERALES

1.1 BENEFCIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

Article 1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation

La société LORECO PLAST RECYCLAGE, dont le siège social est situé Rue du Grand CANTON à VEZELISE (54330), est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à implanter et exploiter sur le territoire de la commune de Messein une installation de recyclage de déchets plastiques, comprenant les installations détaillées dans les articles suivants du présent arrêté.

Article 1.1.2 Localisation et surface occupée par les installations

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Commune	Section	Parcelles	Surface totale de la parcelle (m ²)	Surface appartement au site (m ²)
MESSEIN	AK	145	10 176	3 890
	AK	225	28 288	790
	AK	226	46 870	19 028
	AK	237	22 565	4 040
TOTAL				27 748

La surface du site est de 27 748 m².

Article 1.1.3 Installations visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier notablement les dangers ou inconvénients de cette installation, conformément à l'article L.181-1 du code de l'environnement.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à enregistrement sont applicables aux installations classées soumises à enregistrement incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté.

1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

Article 1.2.1 Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Rubrique	Régime*	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume autorisé
2660	A GF	Fabrication industrielle ou régénération de polymères	<u>Lignes de régénération</u> - VACUREMA (capacité de 31 t/j) ; - VACUNITE (capacité de 56 t/j).	87 t/j
2661-1	A	Transformation de polymères	<u>Lignes d'extrusion</u> - UMAC (capacité de 9,6 t/j) ; - VACUREMA (capacité de 31 t/j) ; - VACUNITE (capacité de 56 t/j) ;	96,6 t/j
2662	E	Stockage de polymères	<u>Stockage de produit fini (Granulés)</u> - 4 silos extérieurs de volume unitaire 125 m³ ; - 2 silos extérieurs de volume unitaire 250 m³ ; - Big-Bags (Hall de stockage) 200 m³.	1200 m³
2714	E	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719	<u>Stockage de Matière première (Flakes)</u> - 8 silos extérieurs de volume unitaire 300 m³ ; - Big-Bags (Hall de stockage) 520 m³ ; - Big-Bags (Extérieur) 280 m³.	3200m³

Régime* :

A GF : Autorisation soumis à Garanties Financières

A : Autorisation

E : Enregistrement

1.3 CONFORMITE AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Les aménagements, installations, ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, ils respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

1.4 DUREE DE L'AUTORISATION ET CADUCITE

L'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque l'installation n'a pas été mise en service ou réalisée dans le délai de trois ans à compter de la notification du présent arrêté, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai conformément à l'article R.181-48 du code de l'environnement.

1.5 CESSATION D'ACTIVITE ET REMISE EN ETAT

L'usage futur du site en cas de cessation d'activité à prendre en compte est un usage industriel, compatible avec le règlement de la zone d'activité concerté (ZAC).

1.6 GARANTIES FINANCIERES

Article 1.6.1 Objet des garanties financières

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités visées au chapitre 1.2 de manière à permettre en cas de défaillance de l'exploitant la prise en charge des frais occasionnés pour les travaux relatifs à l'intervention en cas de pollution ou d'accident, la remise en état du site après exploitation ainsi que la surveillance éventuelle du site.

Article 1.6.2 Montant des garanties financières

Le montant de référence des garanties financières est fixé à 87 981 € TTC.

Il a été défini selon la méthode forfaitaire définie dans l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 en prenant en compte un indice TP01 de 116,4 (paru au JO du 16 décembre 2021) et un taux de TVA de 20 %.

Il est basé sur une quantité maximale de déchets pouvant être entreposés dans l'établissement définie à l'article 7.2 du présent arrêté.

Article 1.6.3 Établissement des garanties financières

L'exploitant n'est pas soumis à l'obligation de constitution des garanties financières car son montant est inférieur à 100 000 €.

Article 1.6.4 Actualisation des garanties financières

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du Préfet dans les cas suivants :

- en cas de modification des conditions d'exploitation des installations visées, impliquant une modification de ce montant ;
- tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP01 ;
- sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 (quinze)% de l'indice TP01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.

Article 1.6.5 Quantités maximales de déchets pouvant être entreposées sur le site

À tout moment, les quantités de déchets pouvant être entreposées dans l'établissement ne doivent pas dépasser, pour chaque type de déchets, les valeurs maximales définies à l'article 7.2 du présent arrêté.

1.7 DOCUMENTS TENUS A LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- Le dossier de demande d'autorisation initial ;
- Les plans tenus à jour ;
- Les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- Les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- Les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

1.8 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

Article 1.8.1 Objectifs généraux

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- Limiter le prélèvement et la consommation d'eau ;
- Limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- Respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes définies ci-après ;
- La gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- Prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

Article 1.8.2 Impacts sur le milieu naturel

De manière à protéger les intérêts visés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, l'exploitant met en place les actions décrites dans son dossier de demande d'autorisation préfectorale.

Le suivi des actions mises en place durant la phase de travaux fait l'objet d'un rapport transmis à l'Inspection des installations classées avant la mise en service des installations.

Article 1.8.3 Consignes d'exploitation

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

Article 1.8.4 Bilan de conformité

L'exploitant réalise un bilan de la conformité de ses installations aux dispositions du présent arrêté.

Le bilan est transmis au préfet au plus tard six mois après la mise en services des installations.

1.9 INTEGRATION DANS LE PAYSAGE

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer les installations dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets, ...

1.10 CONDITIONS GENERALES D'EXPLOITATIONS

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture, poussières, envols...).

L'interdiction d'accès à l'établissement aux personnes non autorisées est affichée aux entrées et sorties du site.

Les horaires d'ouverture de l'établissement pour les livraisons de PET sont les suivants : de 8h à 17h du lundi au vendredi.

L'établissement est entièrement clôturé. Une présence humaine et/ou un gardiennage sont assurés 24h/24 et 7j/7.

1.11 DANGER OU NUISANCE NON PREVENU

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant.

1.12 INCIDENTS OU ACCIDENTS

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de ses installations qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

1.13 REGLEMENTATION

Article 1.13.1 Réglementation applicable

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous (liste non exhaustive) :

Dates et intitulés des textes applicables
Arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement
Arrêté ministériel du 02 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
Arrêté ministériel du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux stockages de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2662
Arrêté ministériel du 04 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
Arrêté du 06/06/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Article 1.13.2 Respect des autres législations et réglementations

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice :

- Des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression ;
- Des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

TITRE 2 - PROTECTION DE LA QUALITE DE L'AIR

2.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

Les effluents atmosphériques de l'ensemble des installations sont canalisés et rejetés à travers 4 conduits :

- Conduit n°1 : centralisation des émissions au niveau des extrusions
Point de captage via une hotte aspirant la ligne VACUNITE ;
Point de captage via hotte aspirant la ligne VACUREMA ;
Point de captage via hotte aspirant la ligne UMAC.
- Conduit n°2 : centralisation des émissions au niveau du refroidissement de la granulation sous eau de la ligne VACUNITE
- Conduits n°3 et 4 : centralisation des émissions au niveau de la ligne VACUNITE

L'exploitant transmet au Préfet, dans un délai de 3 mois à compter de la signature du présent arrêté, l'étude de dimensionnement de ces quatre conduits qui justifie que l'ensemble des émissions sont canalisées. L'étude précise l'ensemble des caractéristiques de chacun des conduits (hauteur de cheminée, diamètre, débit nominal, vitesse minimale d'éjection des gaz, etc.).

2.2 VALEURS LIMITES DES CONCENTRATIONS DANS LES REJETS ATMOSPHERIQUES - VALEURS LIMITES DES FLUX DE POLLUANTS REJETES

Les rejets atmosphériques issus des installations doivent respecter les valeurs limites en concentration et en flux figurant dans l'arrêté ministériel du 2/2/98 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation. On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

L'exploitant est tenu de réaliser une caractérisation des COV émis par l'ensemble des installations mentionnées à l'article 2.1 du présent arrêté, établie à partir de trois (3) mesures mensuelles à compter de la mise en service des installations.

Sur la base de cette caractérisation, l'exploitant est tenu de réaliser une étude des risques sanitaires qu'il transmet au préfet dans un délai de cinq (5) mois à compter de la mise en service des installations. Cette étude doit permettre à l'exploitant de proposer des valeurs limites d'émissions en concentration

pour chaque émissaire de rejet et en flux, pour l'ensemble des polluants à surveiller, notamment ceux identifiés dans la caractérisation des COV.

2.3 SURVEILLANCE DES REJETS DANS L'ATMOSPHERE

L'exploitant assure une surveillance annuelle de ces rejets atmosphériques décrits à l'article 2.1 du présent arrêté. Il transmet au Préfet les résultats, accompagnés de son analyse pour l'ensemble des rejets atmosphériques.

2.4 DISPOSITIONS PARTICULIERES APPLICABLES EN CAS D'EPISODE DE POLLUTION DE L'AIR

Dès le déclenchement de la procédure d'information-recommandation pour le polluant PM10 prévue par l'arrêté inter-préfectoral du 24 mai 2017 relatif à la gestion des épisodes de pollution atmosphérique, l'exploitant se prépare à mettre en œuvre les mesures prévues par le présent article.

L'exploitant est informé de ces déclenchements par l'Association agréée de surveillance de la qualité de l'air (AASQA).

Article 2.4.1 Mise en œuvre des mesures d'urgence

L'exploitant s'assure du bon fonctionnement des dispositifs de dépoussiérage et met en œuvre les actions suivantes de réduction temporaire de poussière dans l'air ambiant :

- Informer et sensibiliser les opérations d'activités génératrices de poussières ;
- mettre en place une procédure de vérification immédiate des performances des outils épuratoires, du respect des valeurs limites d'émission et de mise en œuvre d'actions en cas de dérive constatée ;
- éviter les phases transitoires de process susceptible d'émettre des poussières ;
- reporter à la fin de l'épisode de pollution certaines opérations émettrices de particules ;
- réduire l'activité sur les chantiers générateurs de poussières et mettre en place des mesures compensatoires (arrosage...) durant l'épisode de pollution ;
- limiter les opérations génératrices de poussières diffuses ;
- informer l'Inspection des installations classées de l'état des installations et des mesures prises dans les 12 heures ouvrées qui suivent le déclenchement de l'alerte.

Ces mesures sont mises en œuvre dans le respect prioritaire des règles de sécurité.

Article 2.4.2 Période d'application des mesures d'urgence

L'exploitant est informé des déclenchements de seuil d'information/recommandation, d'alerte et de la fin des procédures par l'AASQA à qui la responsabilité de la transmission de l'information a été déléguée par l'autorité administrative.

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les coordonnées des contacts (nom, fonction, adresse électronique) qui recevront l'information.

Dès le déclenchement de la procédure d'information et de recommandation prévue par l'arrêté inter-préfectoral du 24 mai 2017 relatif à la gestion des épisodes de pollution atmosphérique, l'exploitant anticipe la mise en œuvre éventuelle des mesures prévues à l'article 2.4.1 du présent arrêté, et a minima s'assure du bon fonctionnement des dispositifs de dépoussiérage.

Dès le déclenchement de la procédure d'alerte prévue par l'arrêté inter-préfectoral précité, l'exploitant met en œuvre les mesures prévues à l'article 2.4.1 du présent arrêté.

Leur mise en œuvre est effective de manière immédiate et jusqu'à information officielle de fin d'alerte diffusée par le réseau de surveillance de la qualité de l'air.

Article 2.4.3 Bilans des actions mises en œuvre

Dans un délai de 2 jours ouvrés à compter de l'information officielle de fin d'épisode d'alerte, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un bilan qualitatif des actions conduites en application du présent article.

Ce bilan comprend si possible une estimation des émissions de poussières totales et/ou de PM10 évitées.

Article 2.4.4 Persistance de l'alerte

En cas de persistance de l'alerte, le Préfet peut imposer à partir du niveau 3, après consultation d'un comité d'expert, dans le respect prioritaire des règles de sécurité, la mise en œuvre de mesures complémentaires.

TITRE 3 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

3.1 PRELEVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

Article 3.1.1 Origine des approvisionnements en eau

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite.

Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesures totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé hebdomadairement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et consultable par l'inspection des installations classées.

Origine de la ressource	Utilisation de la ressource	Fonctionnement	Prélèvement maximal annuel (*) (m³/an)
Réseau d'eau public (communauté de commune Moselle et Madon)	• Ligne VACUREMA (Refroidissement joncs de plastique + pompes à vide)	Consommation Hebdomadaire (circuit fermé et continu)	1 680
	• Ligne UMAC (Refroidissement joncs de plastique + pompes à vide)	Consommation Hebdomadaire (circuit fermé)	420
	• Ligne VACUNITE (Granulation sous eau + pompes à vides + refroidissement des granulés sortie process)	Consommation continue Circuits fermés, vidange ponctuelle	6 300
	• Eaux sanitaires (douches, toilettes)	Consommation continue	450
Total			8 850

(*) : Le prélèvement d'eau effectif annuel, basé sur la somme des relevés quotidiens pour l'année civile, ne doit pas dépasser cette valeur limite.

Article 3.1.2 Protection des eaux d'alimentation

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement.

3.2 CONCEPTION ET GESTION DES POINTS DE REJET

Article 3.2.1 Points de rejet

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejets externes qui présentent les caractéristiques suivantes :

Exutoire du rejet	Point de rejet	Coordonnées Lambert 93	Nature des effluents	Conditions de raccordement
Rejet EU	Point n°1	X : 6640595,16 Y : 3539816,85	Eaux Usées industrielles (Rejets par bâchées + rejets en continu)	Convention avec la CCMM* Réseau EU
			Eaux Sanitaires	
			Eaux Vannes	
Rejet EP	Point n°2	X : 6640646,61 Y : 3539667,80	Eaux Pluviales susceptibles d'être polluées	Convention avec la CCMM* Réseau d'eaux pluviales vers bassin d'infiltration

CCMM* : Communauté de Communes Moselle et Madon.

Les rejets des eaux usées industrielles sont acheminés pour traitement vers la station d'épuration collective de la Communauté de Communes Moselle et Madon située à Neuves-Maisons.

Article 3.2.2 Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de la convention de rejet délivrée par la Communauté de Communes Moselle et Madon. Cette convention est transmise par l'exploitant au Préfet dès sa signature ou lors de sa mise à jour.

3.3 LIMITATION DES REJETS

Article 3.3.1 Caractéristiques des rejets externes

Préalablement au traitement des eaux résiduaires du site par la station d'épuration collective, l'exploitant est tenu de respecter les valeurs limites en concentration et en flux définies ci-dessous:

Eaux usées industrielles (Point de rejet N°1)

Les rejets d'eaux industrielles se font de deux manières :

- Rejets en continu des eaux issues de la granulation : 1 m³/h (Ligne VACUNITE, Ligne UMAC et Ligne VACUREMA) ;
- Rejets par bâchées (lignes UMAC + VACUREMA) des eaux de refroidissement issues des pompes à vide : bache de 1m³ vidangée à fréquence hebdomadaire sur une durée de 45 minutes.

Point de rejet N°1	Paramètres	Code SANDRE	Concentration maximale	Flux Max Kg/j
Rejets par Bâchées (Ligne UMAC + VACUREMA) et en continu (Ligne VACUNITE)	Température	1301	< 30°C	
	pH	264	5,5<pH<8,5	
	DCO	1314	2 000 mg/l	34
	MES	1305	600 mg/l	14,4
	DBO5	1313	800 mg/l	11,4
	Azote global	1551	150 mg/l	3,1
	Phosphore	1350	50 mg/l	1,1
	Zinc	1383	0,8mg/l	0,2
	Cuivre	1392	0,150mg/l	0,1

Eaux Pluviales (Point de rejet N°2)

Point de rejet N°2	Paramètres	Code SANDRE	Concentration maximale	Flux Max kg/j
Rejets eaux pluviales susceptibles d'être polluées	pH	264	5,5<pH<8,5	
	DCO	1314	100 mg/l	12,7
	MES	1305	35 mg/l	4,3
	DBO5	1313	35 mg/l	4,3
	Hydrocarbures	7009	10 mg/l	1,3

Le débit de fuite maximal des eaux pluviales vers le bassin d'infiltration est de 5 l/s, soit 18 m³/h.

3.4 SURVEILLANCE DES PRELEVEMENTS ET DES REJETS

Article 3.4.1 Contrôle des rejets

L'exploitant assure une surveillance annuelle de ses rejets aqueux décrits à l'article 3.3.1 du présent arrêté. Pendant les 6 premiers mois d'exploitation des installations, l'exploitant réalise une surveillance mensuelle. Il transmet au Préfet, via GIDAF, les résultats accompagnés de son analyse pour l'ensemble des rejets.

TITRE 4 - DISPOSITIONS ENVIRONNEMENTALES

De manière à protéger les intérêts visés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, l'exploitant met en place les actions décrites dans son dossier de demande d'autorisation préfectorale.

Ces actions prennent à minima les dispositions suivantes :

- Pas de construction de muret le long des berges de la Moselle ;
- Mise en place d'un merlon végétalisé sur la face nord d'une hauteur de 1 mètre ;
- Pas d'abattage d'arbre en sommet des berges ;
- Aucun remblai sur les berges ;
- Mise en place d'un grillage sur la partie Nord, intégrant des mailles de 5 cm à la base avec 3 passages minimum pour la petite faune, d'une largeur de 20 cm afin d'assurer la perméabilité biologique.

TITRE 5 - PROTECTION DU CADRE DE VIE

5.1 NIVEAUX ACOUSTIQUES

Article 5.1.1 Valeurs limites d'émergence

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6dB(A)	4dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Article 5.1.2 Niveaux limites de bruit en limites d'Exploitation

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à ces limites :

PERIODES	Période de jour Allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	Période de nuit Allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible	70 dB(A)	60 dB(A)

Article 5.1.3 Mesures périodiques des niveaux sonores

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation puis tous les 5 ans.

5.2 LIMITATION DES ÉMISSIONS LUMINEUSES

De manière à réduire la consommation énergétique et les nuisances pour le voisinage, l'exploitant prend les dispositions suivantes :

- Les éclairages intérieurs des locaux sont éteints une heure au plus tard après la fin de l'occupation de ces locaux ;
- Les illuminations des façades des bâtiments ne peuvent être allumées avant le coucher du soleil et sont éteintes au plus tard à 1 heure.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux installations d'éclairage destinées à assurer la protection des biens lorsqu'elles sont asservies à des dispositifs de détection de mouvement ou d'intrusion.

L'exploitant doit s'assurer que la sensibilité des dispositifs de détection et la temporisation du fonctionnement de l'installation sont conformes aux objectifs de sobriété poursuivis par la réglementation, ceci afin d'éviter que l'éclairage fonctionne toute la nuit.

5.3 SECURITE ROUTIERE

L'exploitant met en place des panneaux à la sortie du site, rappelant aux conducteurs de traverser prudemment les agglomérations rencontrées.

TITRE 6 - PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

6.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

Article 6.1.1 Dispositions constructives et comportement au feu

Le bâtiment est à structure béton avec bardage métallique périphérique. Il est divisé en 3 zones :

- Hall de production : 2 977 m² (48,8 m x 61 m) ;
- Hall de stockage : 1 178 m² (24,1 m x 48,8 m) ;
- Bureaux / laboratoire : 470 m² (11,7 m x 40,1 m).

La structure est en R60.

Le hall de production est séparé du hall de stockage par un mur REI 120 (coupe-feu de degré 2 heures) dépassant de 1 mètre en toiture.

De même, les bureaux / laboratoire sont séparés du hall de production et du hall de stockage par un mur REI 120 (coupe-feu de degré 2 heures) sur la hauteur du hall de stockage, soit 8 mètres ; la hauteur des bureaux étant de 5 mètres.

Les portes et fermetures présentes sur ces murs REI 120 sont résistantes au feu (y compris celles comportant des vitrages et des quincailleries) et leurs dispositifs de fermeture est EI 120 (coupe-feu de degré 2 heures).

Les percements ou ouvertures effectués dans les murs ou parois séparatifs, par exemple pour le passage de gaines ou de galeries techniques sont rebouchés afin d'assurer un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces murs ou parois séparatifs.

Les portes communicantes entre les murs coupe-feu sont munies d'un dispositif de fermeture automatique qui doit pouvoir être commandé de part et d'autre du mur de séparation des cellules. La fermeture automatique des portes coupe-feu ne doit pas être gênée par des obstacles.

La toiture doit être recouverte d'une bande de protection incombustible de classe A1 sur une largeur minimale de 5 mètres, de part et d'autre des parois séparatives.

Les conduits de ventilation sont munis de clapets coupe-feu à la paroi de séparation, restituant le degré coupe-feu de la paroi traversée.

Les justificatifs attestant du respect des dispositions constructives spécifiques sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 6.1.2 Désenfumage

Le dispositif de désenfumage comportera :

- 6 lanterneaux d'une dimension de 2 mètres / 3 mètres pour le hall de stockage

- 15 lanterneaux d'une dimension de 2 mètres / 3 mètres pour le hall de production

Les dispositifs d'évacuation des fumées sont composés d'exutoires à commande automatique et manuelle.

Article 6.1.3 Installations électriques

Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.

La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art.

Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.

Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

Un interrupteur central permet la coupure de l'alimentation électrique générale, à l'exception des surpresseurs nécessaires à la protection d'incendie (poteaux d'incendie, R.I.A.), la fermeture des portes et le système de désenfumage.

Article 6.1.4 Intervention des services de secours

I. Accessibilité

L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.

Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

II. Accessibilité des engins de secours à proximité de l'installation

Une voie « engins » au moins est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre de l'installation et est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de cette installation.

Cette voie « engins » respecte les caractéristiques suivantes : la largeur utile est au minimum de 3 mètres, la hauteur libre au minimum de 3,5 mètres et la pente inférieure à 15%, dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une sur-largeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée, la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 160 kN avec un maximum de 90kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au maximum, chaque point du périmètre de l'installation est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie, aucun obstacle n'est disposé entre les accès à l'installation ou aux voies échelles et la voie engin.

Les voies d'accès et les voiries internes destinées aux secours sont maintenues dégagées en tout temps, en particulier de toutes eaux d'extinction, de même que les aires de mises en station des échelles au droit des murs coupe-feu (7 mètres par 10 mètres).

III. Déplacement des engins de secours à l'intérieur du site

Pour permettre le croisement des engins de secours, les voies de circulations Nord et Sud implantées sur le site comporteront chacune deux aires de croisements de longueur 15 mètres et de largeur 6 mètres, présentant a minima les mêmes qualités de pente, de force portante et de hauteur libre que la voie « engin ».

IV. Mise en station des échelles

Pour toute installation située dans un bâtiment de hauteur supérieure à 8 mètres, au moins une façade est desservie par au moins une voie « échelle » permettant la circulation et la mise en station des échelles aériennes.

Cette voie échelle est directement accessible depuis la voie engin définie au II du présent article.

Depuis cette voie, une échelle accédant à au moins toute la hauteur du bâtiment peut être disposée.

La voie respecte, par ailleurs, les caractéristiques suivantes :

la largeur utile est au minimum de 4 mètres, la longueur de l'aire de stationnement au minimum de 10 mètres, la pente au maximum de 10%, dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une sur-largeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée, aucun obstacle aérien ne gêne la manœuvre de ces échelles à la verticale de l'ensemble de la voie, la distance par rapport à la façade est de 1 mètre minimum et 8 mètres maximum pour un stationnement parallèle au bâtiment et inférieure à 1 mètre pour un stationnement perpendiculaire au bâtiment, la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 160 kN avec un maximum de 90 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au maximum et présente une résistance au poinçonnement minimale de 88 N/cm².

V. Établissement du dispositif hydraulique depuis les engins

A partir de chaque voie « engins » ou « échelle » est prévu un accès à toutes les issues du bâtiment ou au moins à deux côtés opposés de l'installation par un chemin stabilisé de 1,40 mètres de large au minimum.

VI. Procédure d'accueil des secours

L'exploitant prévoit une procédure d'accueil des secours et la formation de son personnel. En particulier, les éléments suivants sont tenus à disposition des secours :

- une procédure d'accueil et de guidage des secours ;
- un plan d'accès au site, aux bâtiments et installations (plan masse et de situation) ;
- un plan des dispositifs de coupures des énergies ;
- un plan de situation des zones à risques ;
- un dossier avec l'ensemble des fiches de sécurité des matières utilisées sur le site ;
- un état de la défense incendie du site mentionnant les pressions et débits des moyens de lutte.

Article 6.1.5 Dispositifs de rétention et de confinement des déversements et pollutions accidentelles

La rétention des eaux d'extinction est réalisée au travers d'un bassin de rétention dont un volume minimal de 580 m³ sera maintenu libre.

Une vanne de barrage, asservie à la détection incendie, est mise en place en sortie de bassin.

6.2 MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

Article 6.2.1 Définition générale des moyens

L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'étude de dangers.

Article 6.2.2 Entretien des moyens d'intervention

Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie sont vérifiés périodiquement selon les référentiels en vigueur. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Sans préjudice d'autres réglementations, l'exploitant fait notamment vérifier périodiquement par un organisme extérieur les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie suivants selon la fréquence définie ci-dessous :

Type de matériel	Fréquence minimale de contrôle
Extincteur	Annuelle
Robinets d'incendie armés (RIA)	Annuelle
Installation de détection incendie	Semestrielle
Installations de désenfumage	Annuelle
Portes coupe-feu	Annuelle

Article 6.2.3 Ressources en eau et description des moyens

Le débit disponible sur le site est au minimum de 240 m³/h, soit 480 m³ pendant 2 heures.

L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

- D'une réserve d'eau (bâche à eau) d'un volume de 560 m³ disponible en permanence qui alimente notamment 4 poteaux, dont 2 surpressés et 2 en aspiration.
Le surpresseur démarre en automatique dès sollicitation d'un poteau ou des RIA ;
Un dispositif est mis en place pour permettre aux secours de se mettre en aspiration en cas de défaillance du surpresseur ; Les canalisations des 2 poteaux d'aspiration sont suffisamment dimensionnées (diamètre minimal de 100 mm) pour permettre de fournir un débit de 120m³/h chacun ;
Les poteaux sont situés à moins de 100 mètres de chaque cellule du bâtiment avec une distance inférieure à 150 mètres entre chaque poteau.
- Des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;
- Quatre robinets d'incendie armés (RIA), alimentés par la réserve d'eau du site ;
- D'un système de détection automatique d'incendie.

L'exploitant s'assure de la disponibilité opérationnelle de la ressource en eau incendie. Il effectue une vérification annuelle de la disponibilité des débits.

L'exploitant s'assure de maintenir accessible (signalétique suffisante) et en bon état de fonctionnement les aires et dispositifs d'aspiration. Il fait procéder régulièrement au contrôle technique de tous les moyens de défense incendie.

TITRE 7 - PREVENTION ET GESTION DES DECHETS

7.1 PRODUCTION DE DECHETS, TRI, RECYCLAGE ET VALORISATION

Type du déchet	Quantités maximales présentes sur site	Code déchet	Nature des déchets
Non-dangereux	53t	07 02 13 (Déchets Plastiques – bloc de PET)	Purges de Polyéthylène Téréphtalate (PET)
		15 01 03	Palettes en bois
		17 02 03	Big-Bag PolyPropylène (PP)
			Housses Polyéthylène (PE)
		200199	Les déchets Industriels Non Dangereux (DIND) / (DIB)
Dangereux	1,5t	16 05 04*	Aérosols
		15 01 10*	Emballages et matériaux souillés
		13 01 11*	Huiles usagées

7.2 GESTION DES DECHETS REÇUS PAR L'INSTALLATION

Article 7.2.1 Conception des installations

Les matières entrantes (déchets) sont des broyats de Polyéthylène Téréphtalate (PET) lavés (flakes) reçus en big-bags ou en vrac par camion pour stockage en silos.

Les flakes sont réceptionnés sur 3 zones :

- Zone 1 : Stockage extérieur de 120 big-bags d'une tonne chacun (densité 0,4 maximum), soit un volume de 280 m³, sur une surface au sol de 16,25 m x 12,5 m et d'une hauteur 2,20 m.
- Zone 2 : Hall de stockage
 - o 2a : Stockage intérieur zone centrale de 144 Big-Bags d'une tonne chacun (densité 0,4 maximum), soit un volume de 310 m³, sur une surface de 15 m x 15 m et d'une hauteur 2,20 m ;
 - o 2b : Stockage intérieur zone Sud de 96 Big-bags d'une tonne chacun (densité 0,4 maximum), soit un volume de 210 m³, sur une surface de 20 m x 7,5 m et d'une hauteur 2,20 m.
- Zone 3 : 8 silos de 300 m³ chacun (diamètre 4 m) de flakes de densité 0,4 maximum.

Article 7.2.2 Description des déchets entrants

Le déchet reçu sur le site pour le fonctionnement normal des installations est le suivant :

Description	Type de déchets	Quantités admises par an	Quantités maximales stockées
Déchets non dangereux	- 07 02 13 (Déchets Plastiques - flakes)	35000t	1320t

TITRE 8 - DISPOSITIONS FINALES

8.1 DELAIS ET VOIE DE RECOURS

Conformément aux articles L. 171-11 et L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au Tribunal Administratif de Nancy – 5, place de la Carrière – case officielle n° 38 – 54 036 Nancy Cedex. Le délai de recours prévu à l'article R. 514-3-1 du même code est fixé pour l'exploitant, aux deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai mentionné à l'alinéa précédent.

8.2 EXECUTION ET INFORMATION

Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- La société LORECO PLAST RECYCLAGE

et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le Maire de la commune de MESSEIN

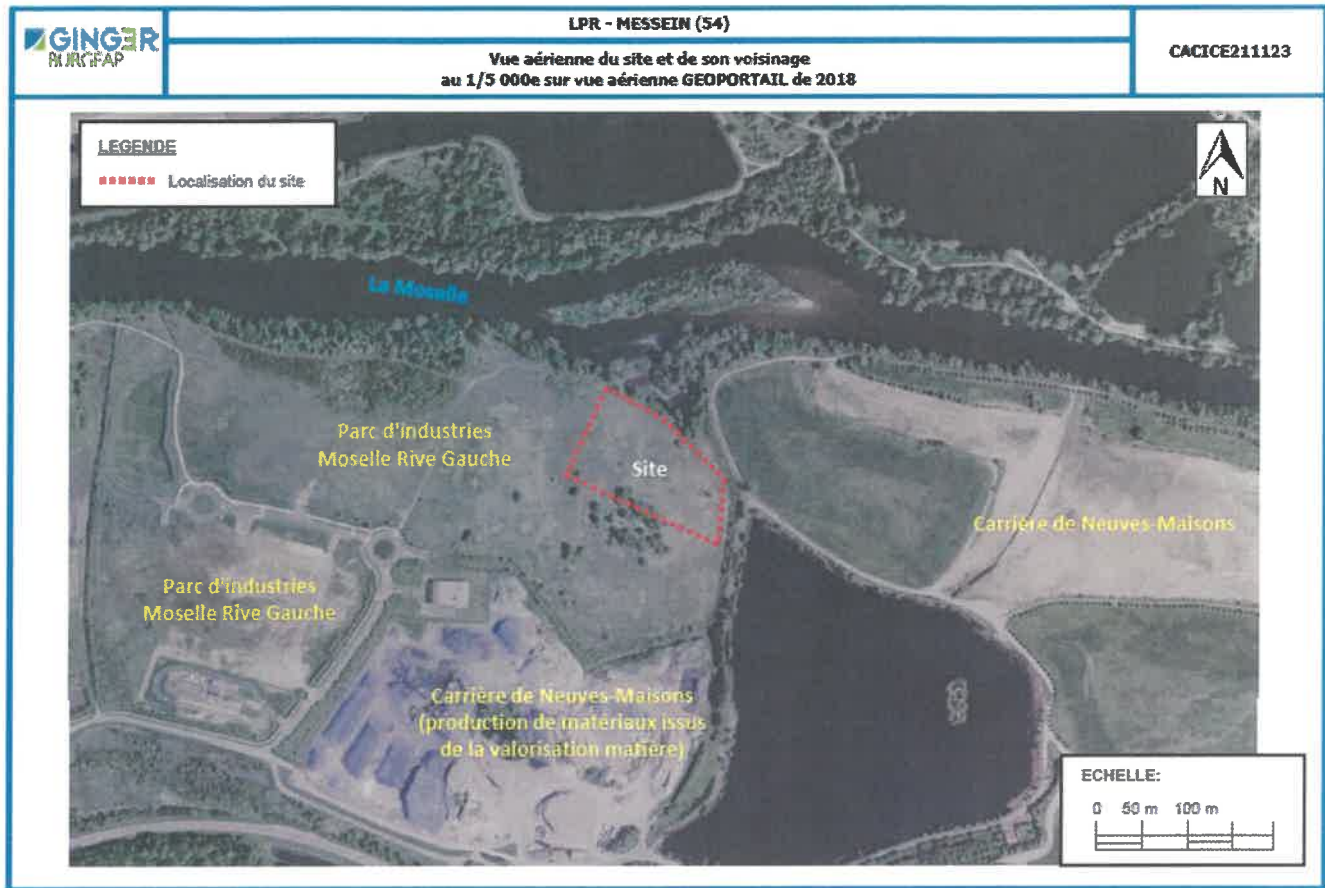
et qui sera publié sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle en application des dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement.

Nancy le 13 SEP. 2022

Le préfet
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,


Julien LE GOFF

Annexe 1: Plan de situation du site



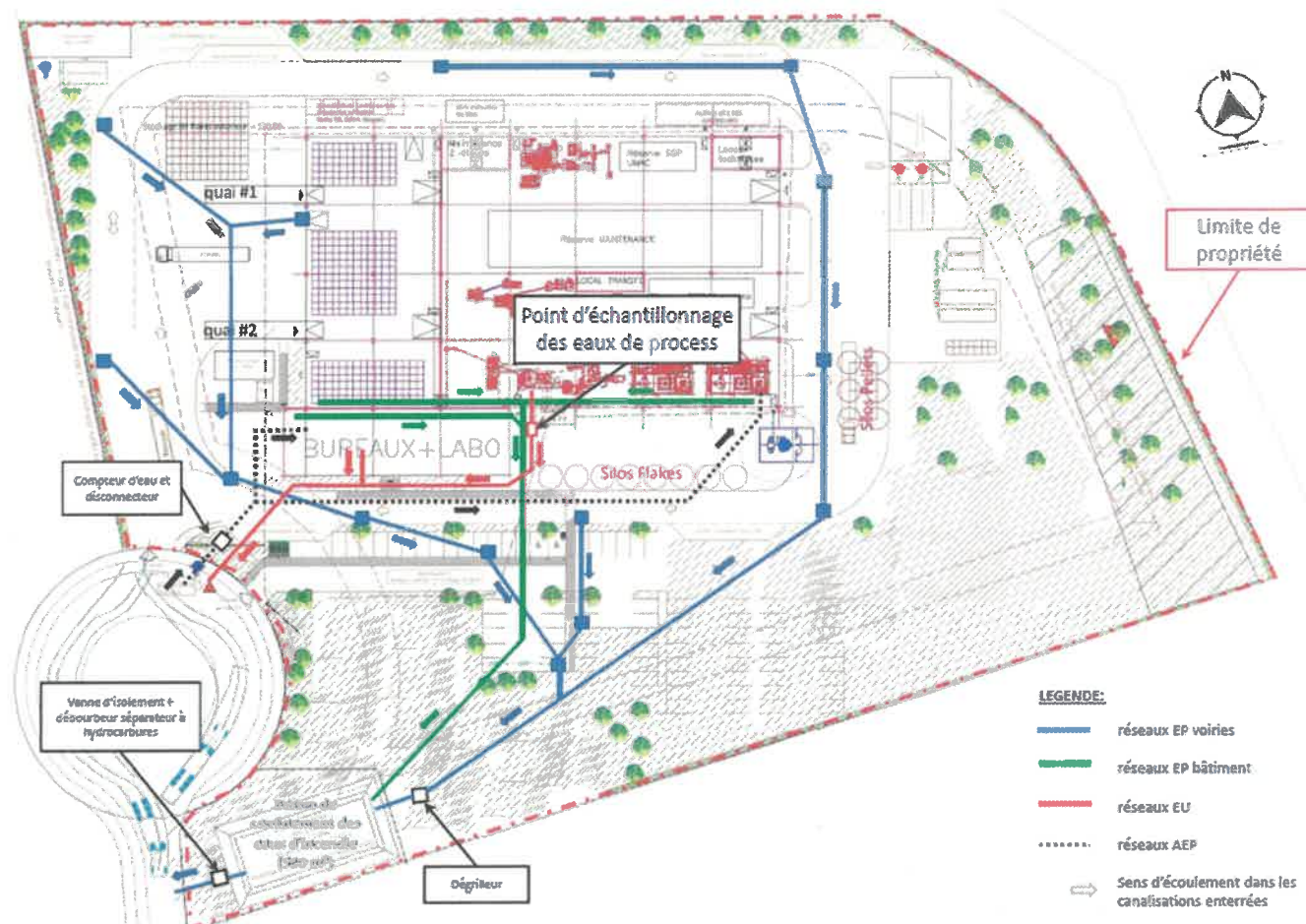
Vu pour être annexé à notre arrêté
en date de ce jour

Nancy le, **13 SEP. 2022**

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,

Julien LE GOFF

Annexe 2: Plan des installations et des réseaux d'eau



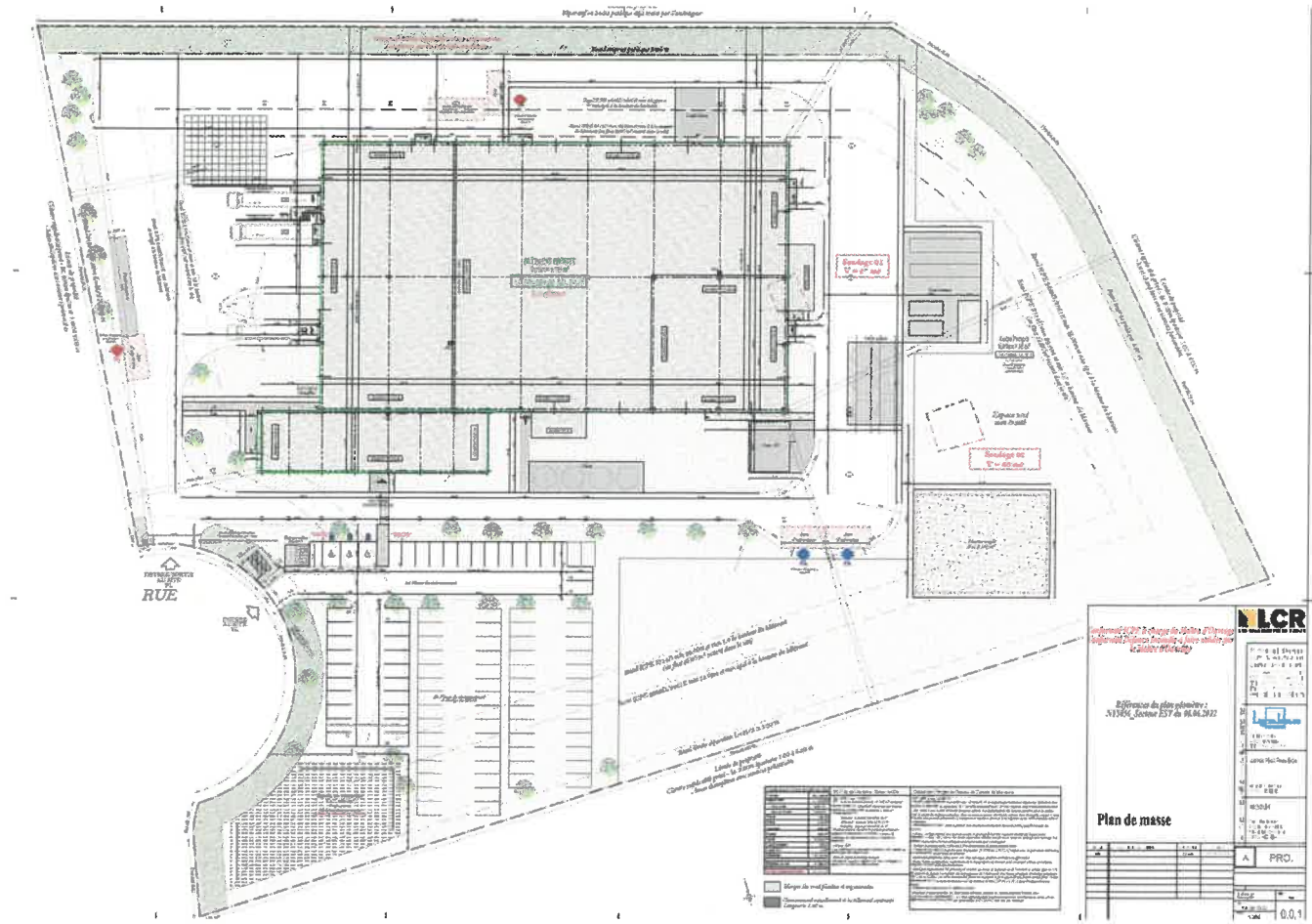
Vu pour être annexé à notre arrêté
en date de ce jour

Nancy le, **13 SEP. 2022**

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,

Julien LE GOFF

Annexe 3: Plan masse du site, et localisation des moyens de lutte incendie



Vu pour être annexé à notre arrêté
en date de ce jour

Nancy le, 13 SEP. 2022

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,

Julien LE GOFF